

**Intervention de Thierry Kesteloot, Oxfam Solidarité, Belgique,
au nom du Groupe de travail du MSC sur le PTPA - 11 octobre 2017**

Nous tenons à féliciter le président, Dr. Mafizur Rahman, d'avoir été en mesure de conclure le PTPA pour 2018-19.

Nous nous félicitons de la décision de demander un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur "*Approches agroécologiques et autres innovations pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables qui renforcent la sécurité alimentaire et la nutrition*". L'agroécologie s'accompagne d'une dimension sociale, économique et politique holistique qui respecte les équilibres naturels et garantit la souveraineté alimentaire des peuples, tout en permettant de recréer la biodiversité des semences indigènes, des espèces animales et végétales, des microorganismes du sol et des pollinisateurs, en coévolution avec les populations, dans une gestion dynamique des territoires. La transition agro-écologique constitue une solution essentielle pour réaliser la stratégie de la *Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition* et les *Objectifs de développement durable*, en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la nutrition, les systèmes alimentaires durables, la gestion de l'eau, la consommation et la production responsables, le changement climatique, la durabilité des océans et des écosystèmes terrestres, pour n'en citer que quelques-uns.

Le processus d'élaboration du Programme de travail pluriannuel (PTPA) pour 2018/19 n'a pas été facile. Nous tenons à souligner les éléments suivants afin de renforcer le processus du PTPA:

- Nous sommes préoccupés par l'utilisation croissante du concept de "lignes rouges" afin de contester le caractère central des Droits humains et d'empêcher que des sujets soient débattus au sein du CSA ou bien dans les rapports rédigés par les groupes d'experts. Nous estimons que l'utilisation de "lignes rouges" qui remettent en question le fondement normatif de l'ONU ou qui visent à empêcher un débat sur des questions pertinentes mais controversées, n'est pas conforme à l'esprit du CSA et sape la position du CSA en tant que principale plate-forme politique inclusive sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
- En outre, comme le soulignent les résultats adoptés par le Forum sur l'autonomisation des femmes, nous demandons à la Présidence de faire figurer dans le rapport le fait que le CSA demande au GTCNL-PTPA d'intégrer l'égalité des droits entre les genres, les droits des femmes et des jeunes filles ainsi que l'autonomisation des femmes dans tous les axes de travail, produits et documents du CSA.
- En ce qui concerne le Suivi, nous rappelons que le document de réforme du CSA définit la promotion de la reddition de comptes, en particulier à travers la mise en oeuvre d'un mécanisme de suivi innovant, comme étant l'une des six fonctions clés du CSA. Les travaux du GTCNL Suivi sont un élément fondamental de la structure du CSA et ne devraient pas se limiter à la simple organisation d'un Événement thématique mondial. Il demeure l'espace nécessaire pour réfléchir et faire progresser le développement progressif d'un Mécanisme de suivi innovant, qui est au cœur du processus de réforme du CSA.

- En ce qui concerne les discussions à venir sur les nouveaux Termes de référence du PTPA du CSA, nous suggérons de prendre dûment en considération la note du Groupe d'experts de haut niveau et la discussion qui aura lieu le vendredi de la semaine plénière du CSA sur les questions cruciales et émergentes dans la planification future. Cependant, nous demandons au GTCNL de développer la capacité nécessaire pour réfléchir à la manière de traiter les problèmes émergents urgents et cruciaux à mesure qu'ils se présentent, y compris, mais sans s'y limiter, la réponse politique du CSA aux famines.
- Enfin, et ce n'est pas le moins important, nous devons nous attaquer au déficit budgétaire chronique du CSA. Il est inacceptable que la plate-forme politique intergouvernementale et internationale la plus inclusive en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ne soit pas en mesure de trouver une solution à ce problème. Conformément aux conclusions de la réunion spéciale sur le financement durable convoquée par la Présidence du CSA en mars dernier, nous appelons à une légère augmentation de la contribution des Agences basées à Rome. Nous demandons à tous les États de contribuer, selon leurs capacités. Nous demandons également que la priorité soit accordée à l'allocation budgétaire en faveur du Groupe d'experts de haut niveau et aux processus de convergence des politiques, plutôt qu'aux événements intersessions qui ne conduisent pas à une convergence des politiques. Cela s'est produit, par exemple, dans le domaine de la Nutrition, où trois réunions intersessions ont été financées, alors que en revanche le rapport du Groupe d'experts de haut niveau n'a pas été traduit. Enfin, le MSC a toujours insisté sur le fait qu'un programme du CSA axé sur les attentes des donateurs affaiblit le CSA dans son ensemble. Nous poursuivrons les discussions sur un mécanisme budgétaire durable au cours de l'année à venir dans le cadre de la réponse du CSA aux conclusions du Rapport d'évaluation du CSA.